

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 11 octobre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE**

ZA du Champ Latin  
58200 Cosne-Cours-sur-Loire

Références : 230543  
Code AIOT : 0005403114

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2023 dans l'établissement RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE, implanté ZA du Champ du Latin 58200 Cosne-Cours-sur-Loire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le contexte d'une cessation partielle d'activité soumise à autorisation afin de reprendre une activité de transit de déchets non dangereux au titre de la rubrique 2714 (régime déclaratif). L'inspection aura également permis de recoler les prescriptions des deux arrêtés de mise en demeure et d'astreinte en cours.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE
- ZA du Champ du Latin - 58200 Cosne-Cours-sur-Loire
- Code AIOT : 0005403114
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- déchet
- cessation partielle

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Autre du 21/07/2023	/	Sans objet
2	Récolement APMD	AP de Mise en Demeure du 09/02/2021, article 1	/	Sans objet
3	Récolement AP astreinte	Autre du 09/02/2021, article 1	/	Sans objet
6	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Mise a l'arrêt définitif	Code de l'environnement du 09/12/2020, article L. 512-6-1	/	Sans objet
5	Réhabilitation différée	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite aura permis de constater la cessation d'activité de l'ancienne activité de transit de métaux soumise à autorisation et vérifier l'absence de pollution visible des sols, des eaux souterraines et

superficielles. Il est constaté que l'exploitant a mis en place un système de rétention incendie dont le dimensionnement reste à justifier.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 21/07/2023
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Situation administrative
<p><b>Constats :</b> Conformément au porter-à-connaissance déposé en date du 18/06/2023, l'activité du site ne relève plus des anciennes rubriques soumises au régime de l'autorisation (2713, 2718-1 et 2791-1) mais seulement à la 2714 au régime déclaratif. En effet les matières et quantités entreposées sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• carton : 60 m<sup>3</sup>. Il est observé qu'une partie des cartons entreposés le sont à l'extérieur de la zone prévue à cet effet et non protégée des eaux météoriques pouvant nuire à leur valorisation ultérieure. L'exploitant veillera à apporter la preuve que les cartons sont régulièrement évacués vers une filière autorisée en accord avec le respect de la hiérarchie de modes de traitement (L. 541-1 du code de l'environnement).</li><li>• plastiques : 80 m<sup>3</sup>. Ces déchets n'ont pour le moment pas de filière de sortie et l'exploitant explique être en cours</li><li>• bois A : 30 m<sup>3</sup>. Ces déchets sont réceptionnés sur l'installation voisine, BIOSYL afin de valoriser le bois en pellet.</li><li>• bois B : 30 m<sup>3</sup>. Ces déchets sont envoyés chez KRONOSPAN pour y être valorisés.</li><li>• métaux (huisseries) : 15 m<sup>3</sup></li><li>• gravats : 15 m<sup>3</sup></li><li>• DIB : capacité disponible de 30 m<sup>3</sup></li></ul> <p>Suite à la cessation partielle d'activité due à l'arrêt définitif des activités soumises à autorisation évoquée précédemment, il est constaté que la situation administrative est conforme avec la notification envoyée par l'exploitant sous la forme d'un porter-à-connaissance au Préfet. S'agissant d'une cessation partielle, il est prévu la remise des 3 attestations de mise en sécurité, travaux et réhabilitation. Ce point est évoqué dans les fiches de constats suivantes</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 2 : Récolement APMD

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/02/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Récolement APMD
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE exploitant une installation de transit, tri, traitement et valorisation de déchets métalliques non dangereux et de déchets dangereux, sise ZA du Champ Latin sur le territoire de la commune de COSNE-COURS-SUR-LOIRE (Nièvre), est mise en demeure de respecter :  *sans délai à compter de la notification du présent arrêté : [...] - les dispositions prévues aux articles 1.3.1 et 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2018 en régularisant sa situation administrative : * soit, en faisant cesser les activités de la société ST BOIS NIVERNAIS exploitée dans l'enceinte du périmètre ICPE autorisé ; * soit, en portant à connaissance ces modifications, ainsi que tous les éléments d'appréciation nécessaires, notamment la mise à jour de l'étude de dangers, afin de justifier de l'absence d'augmentation des risques générés par la présence de cette activité ;  - les dispositions prévues à l'article 4.3.6.1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2018 en rendant accessible celui des deux séparateurs d'hydrocarbures qui ne l'est pas et en réparant son regard ;  - les dispositions prévues à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2018 en s'assurant de la mise en service d'un dispositif d'alarme sonore et lumineux audible et visible en tout point de l'atelier et des locaux administratifs ;  *dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté : [...]  - les dispositions prévues à l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2018 en s'assurant de la réalisation des mesures du niveau de bruit et de l'émergence ;  - les dispositions prévues à l'article 8.3.2, de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2018 en s'assurant de la mise en conformité des installations électriques ;  - les dispositions prévues à l'article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2018 en s'assurant de la réalisation de la surveillance des eaux souterraines.
<b>Constats :</b> La visite d'inspection a permis de mettre en lumière les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• La situation administrative est évoquée dans la première fiche de constat du présent rapport : un PAC a bien été remis afin de notifier le Préfet de la cessation partielle d'activité et de l'arrêt complet de certaines activités.</li><li>• Les débourbeurs-deshuileurs sont tous deux accessibles, le regard du dispositif chargé de</li></ul>

traiter les eaux pluviales en provenance du massif de déchet de bois est réparé. Le deshuileur chargé de traiter les eaux en provenance du massif de déchet plastique est accessible, néanmoins un contrôle visuel le jour de l'inspection montre que ce dernier est chargé en hydrocarbure. L'exploitant a transmis le BSD relatif au curage du deshuileur à la suite de l'inspection, par courriel du 3/08/2023.

- En matière de stratégie de défense contre l'incendie, l'exploitant a réparti 6 extincteurs (4 mobiles et 2 fixes) au droit des différents points d'entreposage des déchets. Le hangar accueillant la presse à carton est pourvu d'un RIA en cas de détection d'un incendie. Le jour de la visite, le système de détection incendie, constitué d'une caméra thermique, est hors service et ne permet pas d'alerter les employés en cas d'incendie. L'exploitant indique avoir formulé une commande afin de remplacer les batteries du dispositif et d'en opérer la maintenance. L'exploitant veillera à cette occasion à :
  - vérifier le bon fonctionnement du dispositif, à savoir que l'incendie est détecté et l'alarme est correctement réceptionnée par le personnel d'astreinte. Par courriel en date du 4/10/2023, l'exploitant transmet le rapport de vérification de la centrale attestant un changement de batterie du dispositif et son bon état de fonctionnement
  - vérifier que le positionnement de la caméra, actuellement située sous le hangar, permette de détecter un feu sur les déchets entreposés à l'extérieur (bois A, bois B, plastiques, DIB). **L'exploitant veillera dans les deux cas à envoyer les justificatifs permettant d'attester que les différents tests ont été réalisés ainsi que les suites données à ces derniers.**
- Concernant le troisième point, l'ensemble des analyses et mesures demandées dans l'APMD a été réalisée : analyse des rejets des effluents, en date du 22/11/2022, étude de bruit du 02/03/2021, vérification des installations électriques du 15/02/2023 et analyse des eaux souterraines du 28/11/2022. Ces dernières n'appellent aucun commentaire de la part de l'inspection, sauf pour l'analyse des eaux souterraines, où il est indiqué « Pas de renouvellement des piézomètres 1 et 2, présence importante de vase dans les Piézomètres ». Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de son prestataire pour définir les éventuelles mesures de curage nécessaires.

**Type de suites proposées : Sans suites**

**Proposition de suites : Sans objet**

### N° 3 : Récolement AP astreinte

**Référence réglementaire :** Autre du 09/02/2021, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Récolement AP astreinte

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans objet

**Prescription contrôlée :**

La société RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE (RVDL), dont le siège social est situé 8 route de la Fontaine sur le territoire de la commune de CREZANCY-EN-SANCERRE (18300), exploitant une installation de transit, tri, traitement et valorisation de déchets métalliques non dangereux et de déchets dangereux, sise ZA du Champ du Latin sur le territoire de la commune de COSNE-COURS-SUR-LOIRE, est rendue redevable d'une astreinte administrative d'un montant journalier (jours calendaires) :

- de 50 € (cinquante euros) jusqu'à l'aménagement d'un bassin de confinement dédié à la récupération des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre,
- de 20 € (vingt euros) jusqu'à la transmission du recensement des installations susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre, la détermination et le signalement de façon visible de la nature du risque,

l'établissement d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques et la matérialisation des zones à risques ;  
- de 20 € (vingt euros) jusqu'à ce que l'exploitant démontre que la hauteur d'entreposage de bois et de tout déchet pris en charge par l'installation ne dépasse pas 2 mètres. Cette astreinte prend effet dans un délai d'un mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Constats :** Le porter-à-connaissance évoque le passage du régime A à D des installations présentes sur le site de RVDL : « *Mise en arrêt définitif de des activités soumises à autorisation sous les rubriques 2713, 2718 et 2791 car ces activités sont aujourd'hui totalement réalisées sur le site RVDL sis ZI le Tremblat à Cosne sur Loire, autorisé pour ce faire par la préfecture de la Nièvre. Le site était soumis à autorisation avec enquête publique en 2018. Passage à un régime de déclaration* ».

Il est constaté sur le site :

- qu'une cuve de récupération des eaux pluviales de 1 m<sup>3</sup> a été récemment mise en place afin de recueillir les eaux incendies. Le volume transitant via la cuve est ensuite évacué au sein d'une bâche souple de 150 m<sup>3</sup>.
- Les eaux pluviales sont traitées via un débourbeur équipé d'un système d'obturation automatique déclenché en cas d'incendie selon l'exploitant. **L'exploitant veillera à transmettre un plan des réseaux suite à la visite.**
- À noter que l'exploitant indique que les capacités des volumes de rétention des eaux pluviales et de la bâche souples ont été dimensionnées selon la D9A. La note de calcul a été transmise via le porter-à-connaissance transmis en date du 18/07/2023 et comporte des erreurs. Cette dernière ne prend par exemple pas en compte le volume d'eau supplémentaire lié à une intempérie. L'exploitant veillera à compléter et détailler le calcul. Néanmoins, il est noté que cette capacité de rétention est cohérente avec l'obligation inscrite dans l'art 4.1 de l'AMPG du 6/6/2018 de disposer de points d'eau incendie en mesure de fournir un débit global au moins égal à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures.
- Par ailleurs, l'exploitant indique par courrier du 27/07/2023 que cette bâche est adaptée pour recueillir les eaux d'extinction pour les raisons suivantes :
  - la bâche souple installée est conçue pour contenir des eaux chargées et polluées étant pourvue d'une fonction de réservoir pour le pompage des eaux,
  - la pompe étant crépinée, aucun morceau métallique ou de bois ne peut être aspiré,
  - la pompe de relevage actuellement électrique sera remplacée par un dispositif thermique afin d'assurer le pompage des eaux en toute circonstance. **L'exploitant veillera à apporter les justificatifs nécessaires permettant de démontrer le remplacement de la pompe.**
- Un plan des stockages est mis à disposition et affiché en entrée de site. **L'exploitant veillera à ajouter sur ce dernier la propriété combustible de certains massifs de déchets à l'adresse des services du SDIS notamment.**
- La hauteur d'entreposage ne dépasse pas 3 mètres qui est la hauteur prescrite dans l'arrêté ministériel du 06/06/2018 (Art 3.5 - entreposage de produits et déchets) relatif à la rubrique 2714 (régime D en prenant en considération le nouveau volume d'activité).

**Il est proposé de ne pas liquider l'astreinte en l'état.**

**Type de suites proposées :** Sans suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 4 : Mise a l'arrêt définitif

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation partielle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p> <p><b>Constats :</b> Le porter-à-connaissance évoque l'arrêt définitif des installations soumises à autorisation : <i>« Conformément à l'article Article R. 512-46-25, je vous informe par le présent courrier de la mise en arrêt définitif des activités soumises à autorisation sous les rubriques 2713, 2718 et 2791. Ces activités sont aujourd'hui totalement réalisées sur le site RVDL sis ZI le Tremblat à Cosne sur Loire, autorisé pour ce faire par la préfecture de la Nièvre. Nous souhaiterions exploiter le site ZA du Champ Latin à Cosne sur Loire sous le régime de la déclaration pour les rubriques 2714 et 2716. Le site ne sera donc pas mis en sécurité et la réhabilitation définitive ne sera pas faite de suite. Aucun diagnostic sol n'est prévu à ce stade. Nous ne pouvons pas vous communiquer les éléments de mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1 puisque le site est toujours occupé. Il ne nous semble donc pas opportun de vous faire parvenir l'attestation de la mise en sécurité, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-7-6. ».</i></p> <p>L'arrêt définitif des activités 2713, 2718 et 2791 initialement classées sous le régime de l'autorisation nécessite la mise en œuvre de la procédure de cessation d'activité ICPE encadrée par les articles L. 512-6-1, R. 512-39, R. 512-39-1, R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du code de l'environnement.</p>



Il est rappelé à l'exploitant que :

- la référence à l'article R. 512-46-25 est inadaptée étant donné que les activités objet d'un arrêt d'activité sont soumises au régime de l'autorisation. Il convient de suivre les règles relatives à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- la référence à l'article L. 512-7-6. est inadaptée étant donné que les activités objet d'un arrêt d'activité sont soumises au régime de l'autorisation. Il convient effectivement de suivre les règles relatives à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement ;
- le report de réhabilitation est encadré par l'article R. 512-39 du code de l'environnement ; il vise uniquement les opérations de détermination de l'usage futur, mémoire de réhabilitation et travaux le cas échéant ; cette demande doit être justifiée et expressément acceptée par le préfet. Un silence de quatre mois valant refus de la demande. Le code de l'environnement ne prévoit pas le report de la mise en sécurité.

Ces éléments amènent les constats suivants :

- la demande de l'exploitant de reporter la mise en sécurité et l'attestation de mise en sécurité n'est pas recevable ;
- l'exploitant doit compléter sa notification d'arrêt définitif en précisant les mesures prises ou prévues pour :
  - \* l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets liés aux activités mises à l'arrêt ;
  - \* la suppression des risques d'incendie et d'explosion liés aux activités mises à l'arrêt ;
  - \* la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux ;
- l'exploitant doit mettre en œuvre ces mesures, faire établir l'attestation mise en sécurité et la transmettre à l'inspection.

Les éléments produits par l'exploitant le jour de l'inspection, et notamment les résultats d'analyses des eaux souterraines des sites réalisées le 28/11/2022 ainsi que l'observation que les sols sont intégralement imperméabilisés, pourront judicieusement être utilisés concernant les mesures de surveillance de l'installation, sous réserve que l'exploitant transmette à l'inspection une photographie de la dalle neuve. En effet, le jour de la visite une partie du goudron a été décaissée afin d'opérer une réparation de la dalle.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 5 : Réhabilitation différée

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation partielle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement arrête définitivement, au sens de l'article R. 512-75-1, une ou plusieurs installations d'un même site dont au moins une installation est soumise à autorisation et que les terrains concernés ne sont pas libérés, l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, telle que définie à l'article R. 512-75-1, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur prévues à l'article R. 512-39-2 . Dans ce cas, l'exploitant notifie au préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé. Il transmet un exposé des justifications associées à cette demande trois mois au moins avant la mise à l'arrêt définitif ou, dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35, six mois avant la mise à l'arrêt définitif. Ces justifications prennent en compte, y compris dans le cas de reports successifs, l'ensemble des installations classées pour la protection de l'environnement ayant déjà été arrêtées définitivement. Le préfet arrête, dans les formes prévues à l'article R. 181-45, le report de la réhabilitation, en précisant notamment les mesures conditionnant la libération des terrains concernés, l'information préalable requise avant la mise en œuvre des opérations de réhabilitation, et la réévaluation périodique de la justification du report. L'absence de réponse du préfet dans un délai de quatre mois vaut refus de la demande.</p>
<p><b>Constats :</b> Comme évoqué dans la fiche de constat précédente, la détermination de l'usage futur du site, d'une part, et la réhabilitation du site, d'autre part, apparaît inenvisageable du fait de la poursuite d'opérations industrielles sur le site RVDL et de l'absence de libération d'espace.</p> <p>Cependant, les informations portées à la connaissance de l'inspection nécessitent le complément suivant : le calendrier de report ou mesure conditionnant la libération des terrains concernés ou modalité de réévaluation périodique de ce report.</p> <p>Un arrêté préfectoral complémentaire ou spécial devra être pris afin d'encadrer le report de réhabilitation du site ainsi que le nouveau régime d'activité du site RVDL.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> 5.2 Rejet des effluents  Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.  Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : - présentation des fiches de suivi du nettoyage des équipements.
<b>Constats :</b> L'inspection a mis en évidence les points suivants : - le plastique est entreposé sur la grille permettant de collecter les eaux de pluie ruisselantes sur les déchets, rendant celle-ci inaccessible. D'autre part, cette dernière n'a visiblement pas été curée le jour de la visite car celle-ci est obstruée. Suite à la visite, l'exploitant a apporté le BSD relatif au curage du regard bouché par courriel du 3/08/2023. - concernant l'écoulement des eaux de pluie sur les flux de bois B et de plastiques : l'exploitant veillera à vérifier que ces dernières s'écoulent correctement en direction des deux grilles de récupération des eaux pluviales, ensuite orientées vers les débourbeurs-déshuileurs. Ce point pourra faire l'objet d'un prochain contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet